

Revue critique de droit international privé



Paul Lagarde

Bertrand Ancel

Horatia Muir Watt

DAJLOZ

SOMMAIRE DU N° 2-2006

Première Partie. — Doctrine et Chroniques.

- Patrick CHAUMETTE. — *Le marin entre le navire et sa résidence. Le registre international français des navires (RIF)* 275
- Dr. Götz-Sebastian HÖK. — *Saisie de compte et de créance transfrontalière. Plaidoyer pour le rattachement au pouvoir de disposition du débiteur* 301
- Paul LAGARDE. — *Remarques sur la proposition de règlement de la Commission européenne sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I)* 331

Deuxième Partie. — Jurisprudence.

I. — NATIONALITÉ.

.....

II. — CONDITION DES ÉTRANGERS.

Maintien en rétention. — Maintien dans un local de rétention administrative. — Droit d'être informé sur le régime des demandes d'asile. — Article 35 bis V, Ord. 2 novembre 1945. — Extension (non). — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 6 juillet 2005, note Nicole Guimezanes, p. 361.

Entrée et séjour. — Article L. 552-2 du Code des étrangers (ex-article 35 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945). — Maintien en rétention. — Information de l'étranger sur ses droits. — Exercice effectif. — Possibilité. — Contrôle. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 31 janvier 2006, note P.L., p. 369.

III. — CONFLITS DE LOIS.

Convention de Vienne du 11 avril 1980. — Application en tant que droit substantiel français. — Article 6. — Exclusion tacite (Oui). — Connaissance du caractère international des ventes conclues. — Différend volontairement placé sous le régime du droit interne français. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 25 octobre 2005, note Dominique Bureau, p. 373.

IV. — CONFLITS DE JURIDICTIONS.

Convention de La Haye du 15 novembre 1965. — Signification et notification à l'étranger. — Remise volontaire. — Forme. — Loi de l'État requis. — Remise non conforme. — Nullité de l'assignation. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 6 juillet 2005, note Élisabeth Poisson-Drocourt, p. 381.

Arbitrage international. — Sentence rendue à l'étranger. — Exequatur en France. — Non-application de la Convention de New York du 10 juin 1958. — Convention Franco-Emiratie de 1991. — Effets de l'annulation d'une sentence arbitrale internationale au lieu du siège de l'arbitrage (non). — Cour d'appel de Paris (1^{re} Ch. civ.), 29 septembre 2005, note Alexandra Szekely, p. 387.

Adoption. — Jugement malgache. — Contestation devant les juridictions françaises. — Voies de recours recevables. — Tierce opposition (non). — Action en inopposabilité (oui). — Cour de cassation (chambre civile), 4 octobre 2005, note Horatia Muir Watt, p. 401.

Convention de Bruxelles du 10 mai 1952. — Articles 3 et 9. — Créance maritime. — Saisie du navire. — Changement de propriétaire. — Possibilité de saisie (non). — 2^o *Jugement étranger.* — Effet de fait. — Convention de Bruxelles du 10 mai 1952. — Articles 3 et 9. — Vente judiciaire. — Gibraltar. — Prise en considération (oui). — Loi du 3 janvier 1967 (article 40). — Extinction du privilège. — Vente en justice du navire. — Vente judiciaire étrangère. — Gibraltar. — Prise en considération (oui). — Cour de cassation (Ch. com.), 4 octobre 2005, note Horatia Muir Watt, p. 405.

Convention de Bruxelles du 27 septembre 1968. — Article 17. — Clause attributive de juridiction. — Domaine d'application. — Situation litigieuse. — Caractère international. — Appréciation au moment de la conclusion. — Extranéité insuffisante. — Commune volonté des parties. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 4 octobre 2005, note Mathias Audit, p. 413.

Acte authentique. — Exequatur. — Convention franco-togolaise du 23 mars 1976. — Office du juge. — Contrôle de l'authenticité. — Conformité à l'ordre public et aux principes de droit public. —

Appréciation de la validité de l'acte (non). — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 4 octobre 2005, note Pierre Callé, p. 422.

Litispendance. — Tribunal algérien premier saisi. — Désistement. — Radiation. — Dessaisissement selon loi algérienne. — Saisine ultérieure d'un tribunal français. — Absence de litispendance. — 2^o *Loi étrangère.* — Prise en considération. — Dénaturation. — Cour de cassation (1^{re} Ch. civ.), 6 décembre 2005, note Étienne Pataut, p. 428.

V. — COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

.....

Troisième Partie. — Documentation.

I. — Traités nouveaux de la France (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

.....

II. — Lois, décrets et actes officiels français (relevé des textes publiés au *Journal officiel*).

Textes reproduits :

Sécurité sociale. — *Revenu minimum d'insertion.* — *Conditions.* — *Nationalité.* — *Résidence.* — Loi n° 2006-339 du 23 mars 2006 relative au retour à l'emploi et sur les droits et devoirs des bénéficiaires de minima sociaux, article 9, p. 439.

III. — Communautés européennes (relevé des textes publiés au *Journal officiel de l'Union européenne*).

.....

IV. — Informations diverses.

Mariage homosexuel. — *Effets en France,* Rép. Min., p. 440.

Belgique. — *Contrats.* — *Information précontractuelle.* — Loi belge du 19 décembre 2005 relative à l'information précontractuelle dans le cadre d'accords de partenariat commercial, article 9, commentaire par Valentin Retornaz et Bart Volders, p. 441.

Quatrième Partie. — Bibliographie.

I. — **Livres.** — Arfazadeh (Homayoon), *Ordre public et arbitrage international à l'épreuve de la mondialisation* (Horatia Muir Watt), p. 445. — Herrera Petrus (Christian), *La obtención internacional de pruebas. Asistencia jurisdiccional en Europa* (Benedetta Ubertazzi), p. 447. — Souleau-Bertrand (Mathilde), *Le conflit mobile* (Bertrand Ancel), p. 452.

II. — Revues.

.....

Nous vous informons que Dalloz est devenu, en date du 30 mai 2006,
une filiale des Éditions Lefebvre-Sarrut